

Terre-Neuve-et-Labrador

LE ROCHER EN DIFFICULTÉ

Depuis longtemps tributaire des aléas des grands projets, l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador devrait connaître cette année une croissance encore supérieure à la tendance avant de se ralentir en 2021. Dans le prolongement de West White Rose et dans la mine souterraine de Voisey's Bay, les travaux de construction devraient battre leur plein en 2020. On mène aussi, à l'heure actuelle, des projets plus modestes dans le secteur de l'aquaculture — créneau qui se développe pour cette province. Nous supposons que l'an prochain, les dépenses consacrées aux infrastructures seront plus modestes, sans toutefois tenir compte du projet pétrolier en eau profonde de Bay du Nord ou de la modernisation, au coût de 500 millions de dollars, de la raffinerie de Come By Chance, qui offrent tous deux un potentiel de hausse.

Le rehaussement de la production pétrolière devrait donner lieu à de solides gains dans les exportations sur tout l'horizon prévisionnel. La production générée dans le gisement pétrolier Hebron — qui a augmenté de près de 90 % sur un an depuis le début de l'année en novembre l'an dernier — devrait continuer de s'accélérer alors que la production du projet White Rose et de la plateforme Hibernia rebondira après s'être ralentie plus que prévu en 2019. Ces gains devraient effacer le choc de la fermeture temporaire du gisement Terra Nova prévue pour 2020.

La croissance au ralenti prévue cette année sur le Rocher s'explique essentiellement parce qu'on s'attend à des dépenses de consommation plus discrètes. Il semble que désormais le pic de l'embauche lié aux projets — qui a porté la création d'emplois à temps plein de plus de 3 % sur un an dans les deux premiers trimestres de 2019 — appartient à l'histoire (graphique). Le poids qui a ensuite pesé sur la croissance de l'emploi devrait perdurer cette année avant que l'embauche se stabilise en 2021. La léthargie que produira ce ralentissement sur la croissance de l'emploi devrait peser sur la construction résidentielle et sur les ventes de logements à la fois; ces deux secteurs fléchissent sous le poids des logements inoccupés qui se sont multipliés depuis la dernière correction des prix des produits de base.

La démographie est toujours le défi à relever par cette province. Les exflux considérables de résidents qui migrent dans d'autres provinces — ce qui devrait s'accroître si les grands projets s'essouffent — enrayeront probablement la croissance de la population active à terme. Dans le même temps, le vieillissement fulgurant de la population fait monter les coûts des soins de santé : le gouvernement mène des réformes structurelles et d'ambitieux plans d'austérité des dépenses afin d'équilibrer durablement son budget d'ici l'EF 2023. Sur cette toile de fond, le gouvernement provincial est aux prises avec un lourd fardeau budgétaire, qui pourrait être aggravé par les coûts liés à l'achèvement prochain du projet hydroélectrique de Muskrat Falls.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste, Provinces
416.866.4733
Études économiques de la Banque Scotia
marc.desormeaux@scotiabank.com

Perspectives économiques

évolution annuelle en %, sauf indication contraire

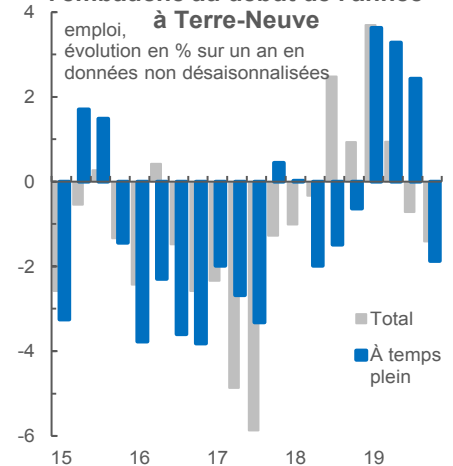
	18	19e	20p	21p
PIB réel	-3,5	2,1	1,1	0,5
PIB nominal	1,7	3,6	3,0	3,0
Emplois	0,5	0,6	-0,1	0,0
Taux de chômage en %	13,8	11,9	12,0	11,8
Mises en chantier de logements en milliers	1,1	0,9	1,2	1,1

Situation budgétaire

% du PIB nominal*

	EF 19	EF 20	EF 21
Équilibre budgétaire**	-1,6	-2,7	-2,2
Dette nette	45,8	40,0	---

Ralentissement de la croissance de l'embauche au début de l'année



*Prévisions du PIB nominal : Études économiques de la Banque Scotia. **Solde budgétaire de l'EF 2020 net des recettes ponctuelles apporté par l'Accord Atlantique. ***Projections indisponibles. Sources du graphique et des tableaux : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et ministère des Finances de Terre-Neuve-et-Labrador.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

	(variation annuelle en %, sauf indication contraire)										
PIB réel	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
2010-18	2,2	0,5	2,0	0,9	0,6	1,7	2,2	2,2	2,5	2,8	2,8
2018	2,0	-3,5	2,6	1,5	0,8	2,5	2,2	1,3	1,3	1,6	2,6
2019e	1,6	2,1	2,7	1,7	0,6	2,5	1,7	1,3	1,0	0,5	2,1
2020p	1,5	1,1	2,0	1,3	0,7	1,8	1,5	1,1	1,2	1,6	2,1
2021p	2,0	0,5	2,0	1,3	0,7	1,7	1,8	1,4	1,6	2,5	2,4
PIB nominal											
2010-18	3,9	3,2	3,9	2,7	2,8	3,7	4,1	4,0	3,3	3,8	4,5
2018	3,9	1,7	4,2	3,3	3,2	4,8	3,7	2,2	1,4	3,8	4,5
2019e	3,2	3,6	4,6	3,4	2,2	4,1	3,3	3,0	2,6	2,0	4,2
2020p	3,3	3,0	3,9	3,2	2,3	3,5	3,2	3,0	2,9	3,3	4,4
2021p	4,2	3,0	4,0	3,1	2,1	3,6	4,0	3,2	4,1	5,2	5,1
Emploi											
2010-18	1,2	0,5	1,2	0,2	-0,2	1,1	1,3	0,8	0,9	1,5	1,4
2018	1,3	0,5	3,0	1,5	0,3	0,9	1,6	0,6	0,4	1,9	1,1
2019e	2,1	0,6	2,7	2,2	0,8	1,8	2,9	0,9	1,8	0,5	2,6
2020p	0,9	-0,1	0,8	0,3	0,2	0,9	1,2	0,6	0,7	1,0	1,3
2021p	1,0	0,0	0,6	0,1	0,2	0,8	1,0	0,6	0,6	1,2	1,3
Taux de chômage (%)											
2010-18	7,0	13,3	10,8	8,8	9,3	7,4	7,3	5,5	5,2	6,1	6,4
2018	5,8	13,8	9,4	7,6	8,0	5,5	5,6	6,0	6,1	6,6	4,7
2019e	5,7	11,9	8,8	7,2	8,0	5,1	5,6	5,3	5,4	6,9	4,7
2020p	5,8	12,0	8,8	7,2	8,0	5,2	5,7	5,4	5,4	7,0	4,9
2021p	5,8	11,8	9,0	7,3	7,9	5,3	5,7	5,5	5,4	6,9	5,0
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2010-18	200	2,4	0,8	4,1	2,7	44	70	6,5	6,4	31	33
2018	213	1,1	1,1	4,8	2,3	47	79	7,4	3,6	26	41
2019e	209	0,9	1,3	4,7	2,9	48	69	7,0	2,4	27	45
2020p	205	1,2	1,1	4,3	2,4	46	75	6,0	3,3	30	37
2021p	203	1,1	1,0	4,2	2,4	44	77	5,9	3,7	31	33
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2010-18	1 847	33	7	52	42	439	725	56	54	241	197
2018	1 983	28	8	51	38	449	853	67	47	226	217
2019e	1 922	31	9	51	40	442	820	57	48	218	207
2020p	1 915	28	8	50	40	430	815	52	49	227	213
2021p	1 915	25	8	50	40	430	815	50	50	232	218
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2019	-14 000	-552	57	120	73	4 803	-7 435	-163	-268	-6 711	1 535
2020p*	-26 600	-944	1	37	88	1 400	-9 023	-350	37	-8 704	148
2021p	-28 100	-796	7	52	33	100	-6 800	-234	49	-5 883	291

* Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2020 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires. Chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.